700521093 02/25/2019

Form **PTO-1594** (Rev. 6-12)
OMB Collection 0651-0027 (exp. 04/30/2018)

U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE
United States Patent and Trademark Office

# RECORDATION FORM COVER SHEET
# TRADEMARKS ONLY

To the Director of the U. S. Patent and Trademark Office: Please record the attached documents or the new address(es) below.

**1. Name of conveying party(ies):**

FRE Composites Inc. (previously known as FRE Composites (2005) Inc.)

☐ Individual(s) ☐ Association
☐ Partnership ☐ Limited Partnership
☐ Corporation- State:
☒ Other Canadian Corporation

Citizenship (see guidelines)

Additional names of conveying parties attached? ☐ Yes ☒ No

**2. Name and address of receiving party(ies)**

Additional names, addresses, or citizenship attached? ☐ Yes ☒ No

Name: The Toronto-Dominion Bank

Street Address: 2105 Daniel-Johnson Blvd.

City: Laval

State: Quebec

Country: Canada Zip: H7T 1H8

☐ Individual(s) Citizenship
☐ Association Citizenship
☐ Partnership Citizenship
☐ Limited Partnership Citizenship
☐ Corporation Citizenship
☒ Other Financial Institution Citizenship Canada

If assignee is not domiciled in the United States, a domestic representative designation is attached: ☒ Yes ☐ No
(Designations must be a separate document from assignment)

**3. Nature of conveyance/Execution Date(s) :**

Execution Date(s) February 19, 2019

☐ Assignment ☐ Merger
☒ Security Agreement ☐ Change of Name
☐ Other

**4. Application number(s) or registration number(s) and identification or description of the Trademark.**

A. Trademark Application No.(s) Text

B. Trademark Registration No.(s)
3043149

Additional sheet(s) attached? ☐ Yes ☒ No

C. Identification or Description of Trademark(s) (and Filing Date if Application or Registration Number is unknown):

**5. Name & address of party to whom correspondence concerning document should be mailed:**

Name: DS LAWYERS CANADA LLP

Internal Address: Mtre Kim Toffoli

Street Address: 1080 Beaver Hall Hill, Suite 2100

City: Montreal

State: Quebec Zip: H2Z 1S8

Phone Number: 514-360-5103

Docket Number: 5685.4

Email Address: ktoffoli@dsavocats.ca

**6. Total number of applications and registrations involved:** 1

**7. Total fee** (37 CFR 2.6(b)(6) & 3.41) $ 40

☐ Authorized to be charged to deposit account
☒ Enclosed

**8. Payment Information:**

Deposit Account Number SEE PTO2038

Authorized User Name

**9. Signature:**

Signature — February 25, 2019 (Date)

Mtre Kim Toffoli
Name of Person Signing

Total number of pages including cover sheet, attachments, and document: 24

**Documents to be recorded (including cover sheet) should be faxed to (571) 273-0140, or mailed to:**
**Mail Stop Assignment Recordation Branch, Director of the USPTO, P.O. Box 1450, Alexandria, VA 22313-1450**

OP $40.00 3043149

# Hypothèque mobilière

Insérer le nom du Constituant

**Consentie par** FRE COMPOSITES INC.

(ci-après le « Constituant »)

Insérer le nom de l'Emprunteur même s'il s'agit de la même personne que le Constituant

**En faveur de La Banque Toronto-Dominion** (ci-après le « Créancier ») relativement aux obligations de FRE COMPOSITES INC. ET/OU FRE COMPOSITES USA INC.

(ci-après l'« Emprunteur »)

Compléter

## 1.0 Montant de l'hypothèque

Le montant pour lequel l'hypothèque ci-après est consentie se compose d'une somme de

**********HUIT MILLIONS CINQ CENT MILLE**********

dollars ( 8,500,000.00 $ )

et d'une somme additionnelle équivalant à 20% de cette dernière somme pour garantir les frais, le tout avec intérêt à compter de la date des présentes au taux annuel de 25%.

## 2.0 Obligations garanties

L'hypothèque garantit le paiement de toutes les obligations, directes ou indirectes, de l'Emprunteur envers le Créancier (qu'il s'agisse de prêts, d'ouvertures de crédit ou de quelqu'autre entente pouvant résulter en des avances de fonds, privilèges de découvert, émissions de garantie, lettres de crédit, lettres de change ou en quelque avantage financier procuré par le Créancier) de même que toute obligation résultant d'un cautionnement, d'un endossement ou de contrats d'échange de taux d'intérêts ou de devises ou autres instruments de trésorerie, ou d'autres engagements, tel que ces obligations pourraient être modifiées, prolongées ou renouvelées de temps à autre. L'hypothèque garantit de plus toutes les obligations qui correspondent à la description qui précède, qui n'existent pas encore, mais qui sont futures ou qui résulteront d'ententes futures avec le Créancier.

Toute obligation future garantie par les présentes sera tenue pour en être une en vertu de laquelle l'Emprunteur s'est obligé à nouveau en vertu des présentes.

Rayer les rubriques qui ne sont pas applicables. Les clients doivent apposer leurs initiales à côté des clauses rayées.

## 3.0 Hypothèque : description des biens grevés

Le Constituant hypothèque en faveur du Créancier les biens suivants (ci-après les « biens grevés ») et, à l'égard de ceux d'entre eux qui sont des biens incorporels, des biens situés à l'extérieur du Québec ou utilisés dans plus d'un État, crée une sûreté (l'hypothèque et la sûreté étant ci-après appelées collectivement l'« hypothèque ») :

Compléter l'annexe « A », le cas échéant

**3.1** Les biens spécifiques suivants :

Initiales des clients

~~3.1.1 les véhicules routiers et l'équipement décrits à l'annexe « A »~~;

~~3.1.2 les biens mentionnés à l'annexe « A » sous la rubrique « Autres biens spécifiques »~~.

**3.2** L'universalité des biens suivants, présents et à venir :

Initiales des clients

**3.2.1** biens en stock;

**3.2.2** créances, comptes débiteur, comptes client et autres biens meubles y reliés;

**3.2.3** valeurs mobilières et actifs financiers;

**3.2.4** équipement et véhicules routiers;

**3.2.5** marques de commerce et droits de propriété intellectuelle;

**3.2.6** améliorations locatives;

**3.2.7** autres biens mentionnés à l'annexe « A » sous la rubrique « Autres universalités ».

Chacune des expressions mentionnées aux paragraphes 3.1.1 et 3.2.1 à 3.2.6 sont définies à l'article 4 ci-après.





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0620

3.3 L'universalité des biens suivants, présents et à venir :

les fruits et revenus des biens grevés ci-dessus et les effets de commerce, traites, valeurs mobilières, les sommes d'argent, indemnités d'expropriation remis ou payés suite à une vente, un rachat, une distribution ou une autre opération relatifs à l'un ou l'autre des biens qui sont grevés au profit du Créancier en vertu des présentes ou qui l'ont été en vertu de tout autre acte.

Lorsque l'hypothèque, aux termes de l'un ou l'autre des paragraphes ci-dessus grève une universalité de biens, les biens grevés qui seront acquis, façonnés ou fabriqués après la date des présentes seront grevés par l'hypothèque sans égard au fait qu'ils aient été acquis ou non en remplacement d'autres biens grevés qui auraient été aliénés dans le cours des activités de l'entreprise du Constituant, sans égard au fait qu'il s'agisse de biens résultant de la transformation ou du mélange ou de l'union de biens grevés, sans égard au fait, dans le cas de valeurs mobilières, qu'elles aient été émises lors de l'achat, du rachat, de la conversion, de l'annulation ou d'une autre transformation de valeurs mobilières grevées et sans que le Créancier ait à inscrire ou réinscrire quelqu'avis que ce soit, l'objet de l'hypothèque étant une universalité de biens présents et à venir.

**4.0 Définitions**

Les expressions suivantes ont le sens qui suit :

**4.1 Biens en stock**

Les biens en stock possédés par le Constituant ou détenus pour son compte, qu'il s'agisse de matières premières, de matériaux ou de produits ouvragés ou transformés ou manufacturés ou en voie de l'être, par le Constituant ou par d'autres, ou de biens servant à l'emballage, de biens détenus par des tiers suite à un contrat de location, de crédit-bail, de franchise ou de licence, ou autre entente conclue avec le Constituant, d'animaux, de biens représentés par connnaissement, de substances minérales ou d'hydrocarbures et autres produits du sol ainsi que des fruits, dès le moment où ils seront extraits du sol ou de tout autre bien corporel ou bien incorporel (ci-après les « biens en stock »).

Les biens ayant fait partie des biens en stock qui, malgré le contrat d'aliénation conclu à leur égard au profit de tierces personnes, demeurent la propriété du Constituant par suite d'une réserve de propriété en sa faveur demeurent grevés de l'hypothèque, tant que leur propriété n'est pas transférée à ces personnes; sont aussi hypothéqués les biens en stock qui après avoir été aliénés, sont redevenus sa propriété par suite d'une résolution ou résiliation ou d'une reprise.

**4.2 Créances, comptes débiteur et autres biens meubles:**

**4.2.1 Créances, comptes débiteur, comptes client**

Toutes les créances du Constituant, quelle qu'en soit la cause ou la nature, qu'elles soient ou non certaines, liquides ou exigibles; qu'elles soient ou non constatées par un titre (et que ce titre soit négociable ou non) ou par un effet de commerce ou par une traite; qu'elles soient ou non litigieuses; qu'elles aient fait l'objet ou non d'une facturation; qu'il s'agisse ou non de comptes-clients. Les créances hypothéquées comprennent (i) les indemnités payables au Constituant en vertu des contrats d'assurance de biens, d'assurance responsabilité et d'assurance de personnes, subordonnément aux droits des créanciers qui ont hypothèques sur les biens assurés et (ii) les droits du Constituant dans le solde créditeur des comptes tenus à son profit par le Créancier (sous réserve des droits de compensation de ce dernier) ou par toute institution financière ou autre personne.

**4.2.2 Droits d'action**

Les droits d'action du Constituant contre des tiers et ses réclamations.

**4.2.3 Droits accessoires**

Les sûretés, cautionnements et accessoires des créances et droits ci-dessus, de même que les autres droits qui y sont relatifs (tels, mais sans limitation, les droits du Constituant en sa qualité de vendeur en vertu de ventes à tempérament, s'il s'agit de créances résultant de telles ventes).

**4.2.4 Biens meubles**

Tous biens meubles appartenant au Constituant et couverts par les ventes à tempérament mentionnées au paragraphe 4.2.3 qui précède.

Une créance, un droit ou une réclamation ne sera pas exclu des biens grevés du seul fait (i) que son débiteur soit domicilié à l'extérieur du Québec ou (ii) que son débiteur appartienne au groupe (suivant le sens donné à ce mot par la *Loi sur les sociétés par actions*) du Constituant (peu importe la loi constitutive de celui-ci) ou (iii) que la créance, droit ou réclamation, lorsque le Constituant n'est pas une personne physique, ne soit pas relié au cours des activités du Constituant.





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0621

**4.3 Valeurs mobilières et actifs financiers**

Toutes les valeurs mobilières et actifs financiers (comprenant les actions, obligations, titres intermédiés, parts, droits, options, bons de souscription, titres d'emprunt, certificats de placement, unités dans des fonds mutuels, titres de participation dans une personne ou une fiducie, soldes créditeurs de comptes de titres) émis ou qui seront émis au profit du Constituant, qu'ils soient ou non détenus par un intermédiaire pour le Constituant, qu'ils soient ou non négociables sur une bourse ou sur les marchés de capitaux, de même que tous ceux qui sont remis au Créancier par le Constituant de temps à autre.

**4.4 Équipement et véhicules routiers**

L'équipement, mobilier de bureau, outillage, machinerie, matériel roulant (y compris les véhicules routiers), les pièces de rechange et les ajouts.

**4.5 Marques de commerce et autres droits de propriété intellectuelle**

Les droits dans toute marque de commerce, droit d'auteur, dessin industriel, invention, brevet, secret commercial, savoir-faire, obtention végétale, topographie de circuit intégré et dans tout autre droit de propriété intellectuelle, incluant, le cas échéant, leurs améliorations et modifications ainsi que les droits dans toute demande relative à la protection, au Canada ou à l'étranger, de l'un ou l'autre de ces droits de propriété intellectuelle.

**4.6 Améliorations locatives**

Toutes les améliorations locatives (incluant les coûts de démolition, l'ajout ou la réfection de murs, de plafonds, de planchers et fenêtres, les honoraires de design, la conception et la coordination technique, la peinture, la plomberie, le système de gicleurs, la finition du bois et les coûts reliés au système d'électricité) de tout local possédé, loué ou autrement occupé par le Constituant.

**5.0 Dispositions supplémentaires à l'hypothèque sur les créances**

**5.1 Recouvrement**

Le Créancier pourra, sans y être obligé, percevoir et recouvrer les créances et autres biens grevés visés au paragraphe 3.2.2 (ou 3.1.2, le cas échéant), comme le prévoit la loi; il pourra de plus exercer les droits afférents à ces biens grevés, notamment il pourra de plus accorder des délais, prendre ou abandonner des sûretés, transiger avec les débiteurs des créances hypothéquées, faire des compromis, accorder des mainlevées et traiter de toute matière relative aux biens grevés à sa discrétion, sans l'intervention ou le consentement du Constituant, donner ou refuser les consentements pouvant être requis du Constituant en sa qualité de titulaire de ces biens, sans être obligé d'obtenir son accord ni de lui en donner avis et sans avoir à démontrer que celui-ci a été négligent ou a refusé de les exercer.

**5.2 Autorisation de perception**

Le Créancier autorise le Constituant à percevoir et recouvrer les créances et autres biens grevés visés au paragraphe 3.2.2 (ou 3.1.2, le cas échéant). Cette autorisation pourra être retirée à tout moment par le Créancier conformément à ce que prévoit la loi et le Créancier pourra alors effectuer la perception conformément au paragraphe 5.1. Si, malgré le retrait d'autorisation, des sommes payables en vertu de ces créances et biens étaient payées au Constituant, celui-ci les recevra à titre de mandataire et devra les rendre au Créancier sur demande.

**6.0 Dispositions supplémentaires à l'hypothèque sur valeurs mobilières et actifs financiers**

**6.1 Droits rattachés**

Le Créancier pourra s'il juge que cela est utile pour protéger ses droits dans les valeurs mobilières et actifs financiers hypothéqués, se faire immatriculer, ou faire immatriculer une tierce personne pour son compte, aux registres appropriés de l'émetteur ou de l'intermédiaire en valeurs mobilières, à titre de détenteur de ces valeurs; en ce cas:

a) les droits de vote et les autres droits rattachés aux valeurs et actifs seront exercés par le Créancier ou pour son compte;

b) les revenus, dividendes de même que les distributions de capital seront perçus par le Créancier qui pourra les retenir à titre de biens grevés ou les imputer à la réduction des obligations garanties par l'hypothèque.

Le Créancier pourra, sans y être tenu, remettre au Constituant une procuration, révocable en tout temps, autorisant celui-ci à exercer en tout ou en partie les droits de vote et les autres droits rattachés aux valeurs et actifs.





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0622

**6.2 Droit de vendre**

Le Créancier pourra vendre les valeurs mobilières et actifs financiers ou autrement en disposer, ainsi que de donner instruction à tout émetteur, chambre de compensation ou intermédiaire en valeurs mobilières de les vendre, et pourra retenir le produit d'une telle vente à titre de biens grevés ou l'imputer à la réduction des obligations garanties par l'hypothèque. Le Créancier n'est pas tenu, dans l'exercice de ce droit, d'obtenir le consentement du Constituant ni de lui donner un préavis.

**7.0 Déclarations**

Le Constituant déclare ce qui suit:

**7.1** **a)** il exploite une entreprise et les biens grevés en font partie; ou

**b)** il est une corporation;

**7.2** sauf dans les cas indiqués à l'annexe B des présentes, son siège social ou domicile est situé au Québec;

**7.3** il a les pouvoirs et la compétence nécessaires pour accorder l'hypothèque ci-dessus et s'engager comme prévu aux présentes; la signature des présentes, l'observation de ses dispositions et l'exécution des engagements qui y sont prévus n'entraîneront aucune violation ou défaut aux termes de tout autre acte ou document par lequel le Constituant est lié;

**7.4** il est le propriétaire inconditionnel et absolu des biens grevés autres que ceux qui sont à venir;

**7.5** s'il est une personne morale ou une société

**7.5.1** il est dûment créé, établi ou constitué en personne morale, selon le cas, et en règle en vertu des lois du territoire dans lequel il a été créé, établi ou constitué en personne morale;

**7.5.2** les présentes ont été dûment approuvées par résolution ou autres procédures internes appropriées nécessaires ou requises aux termes des documents constitutifs, des règlements ou autrement pour leur donner plein effet et pour rendre exécutoires les obligations qu'elles constatent; et de plus;

**7.5.3** les présentes ont été signées par les personnes dûment autorisées à cette fin;

**7.6** il n'existe aucune convention, notamment d'actionnaires, relativement aux valeurs qui font partie des biens grevés autre que celle dont le Créancier a accusé réception avant ou à la date des présentes; il n'existe aucune restriction dans les statuts relativement à la cession ou transmission de ces valeurs;

**7.7** sauf dans les cas indiqués à l'annexe « B » des présentes, les biens grevés sont ou seront situés à l'adresse indiquée sous la signature du Constituant;

**7.8** il n'est pas dans le cours de ses activités de vendre des biens de la nature de ceux qui sont grevés, à l'exception de ceux visés au paragraphe 3.2.1 ci-dessus;

Remplir l'annexe « A », le cas échéant

**8.0 Engagements**

Le Constituant s'engage :

**8.1** à maintenir les biens grevés libres de toute priorité, hypothèque conventionnelle ou légale, priorité au sens des articles 2650 et ss. du Code civil du Québec, charge, sûreté, saisie-arrêt, droit de résolution ou de reprise ou autre droit au profit de d'autres que le Créancier (sauf indication contraire à l'annexe « A » des présentes);

**8.2** à informer par écrit le Créancier

- de tout changement dans ses nom et raisons sociales ou dans le contenu des déclarations ci-dessus mentionnés à l'article 7;
- du nom de toute caution qui a garanti le paiement des créances et autres biens grevés visés au paragraphe 3.2.2 (ou 3.1.2, le cas échéant);
- du nom des assureurs qui sont partie aux contrats d'assurance visés aux présentes;
- de l'existence de toute sûreté, hypothèque ou priorité créée, de même que de l'existence d'un droit de propriété retenu ou cédé, aux fins de garantir les créances et autres biens grevés visés au paragraphe 3.2.2 (ou 3.1.2, le cas échéant) et, en ces cas, à fournir au Créancier sur demande une preuve satisfaisante que les règles de publicité prévues par la loi ont été remplies pour rendre efficaces envers les tiers les droits du Créancier à leur égard;

**8.3** à fournir au Créancier tout renseignement que celui-ci pourrait raisonnablement demander relativement aux biens grevés ou pour vérifier si le Constituant se conforme à ses engagements et obligations. Le Constituant informera le Créancier de tout fait ou événement de nature à affecter défavorablement la valeur des biens grevés ou la situation financière du Constituant;

**8.4** à tenir les livres, documents et pièces comptables qu'un administrateur diligent tiendrait en rapport avec les



512469 (1116)

TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0623

biens grevés, notamment une liste des noms des débiteurs des créances hypothéquées et leur adresse, à permettre au Créancier de les examiner et d'en obtenir copie;

**8.5** à permettre au Créancier, en tout temps raisonnable dans les circonstances, aux frais du Constituant, d'examiner les biens grevés, de les inspecter ou de les évaluer et de donner accès aux lieux où se trouvent les biens grevés;

**8.6** à accomplir tous les actes et à signer tous les documents nécessaires (y compris des avis de renouvellement) pour que l'hypothèque constituée par les présentes ait plein effet et soit constamment opposable aux tiers;

**8.7** s'il n'est pas une personne physique, à ne pas apporter de changement important à sa structure corporative ou à sa constitution et à ne pas fusionner avec une autre personne sans le consentement écrit préalable du Créancier;

**8.8** à fournir au Créancier de temps à autre, sur demande, une déclaration de la valeur de ses biens en stock (calculée au moindre du coût ou de la valeur marchande) et une liste de ses comptes-clients avec une ventilation de leur ancienneté;

**8.9** à payer tous les frais relatifs au présent acte et à l'exercice des droits qui en découlent au profit du Créancier, de même que les frais encourus pour rendre les droits du Créancier opposables aux tiers et les frais de mainlevée (ces frais comprendront les honoraires et déboursés de consultants, de mandataires ou de conseillers juridiques retenus en cas d'évaluation requise dans le cadre d'une vente d'entreprise ou en cas de défaut, de même que les frais administratifs encourus et, le cas échéant, les frais de perception à l'égard des créances hypothéquées de dix pour cent (10 %)); à rembourser au Créancier tous les coûts et frais encourus par celui-ci pour remplir les engagements du Constituant ou pour exercer ses droits, avec intérêt au taux annuel de base du Créancier en vigueur de temps à autre, plus 3%; le taux annuel de base du Créancier est le taux qu'il annonce comme étant son taux de référence pour déterminer le taux d'intérêt des prêts en dollars canadiens qu'il consent au Canada; les obligations découlant du présent paragraphe ne pourront excéder 25% du montant nominal de l'hypothèque;

**8.10** à assurer et maintenir assurés pour le bénéfice du Créancier tous les biens grevés contre toute perte ou dommage causé par le vol, le feu et par tout autre risque qui, selon le Créancier, devrait faire l'objet d'une assurance et pour un montant acceptable au Créancier. Les clauses de coassurance sont interdites et chaque police d'assurance doit prévoir qu'elle ne peut être annulée à moins que l'assureur en ait avisé le Créancier par écrit au moins 30 jours à l'avance. Le Constituant doit remettre immédiatement au Créancier la preuve que ces assurances sont en vigueur et que les droits du Créancier ont été dénoncés à l'assureur et, au moins 15 jours avant l'expiration d'une police, le Constituant doit remettre au Créancier la preuve de son renouvellement ou remplacement. Toute police d'assurance doit être contractée selon les modalités et auprès d'un assureur approuvé par le Créancier. Chaque police doit stipuler que toute prestation est payable au Créancier à titre d'assuré nommément désigné, mais la réception par ce dernier d'une prestation d'assurance n'aura pas pour effet de réduire le montant des obligations garanties par hypothèque à moins que le Créancier ne l'impute expressément au paiement d'un montant précis et jusqu'à concurrence de cette imputation. À défaut par le Constituant de se conformer aux dispositions du présent paragraphe, le Créancier pourra, aux frais du Constituant contracter l'assurance qu'il jugera à propos;

**8.11** à ne pas louer ni vendre, céder ou autrement aliéner les biens grevés, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit et préalable du Créancier, sauf les biens visés au paragraphe 3.2.1 qui pourront être loués ou vendus dans le cours des activités de l'entreprise;

**8.12** à garder en tout temps l'équipement et les véhicules qui font partie des biens grevés dans un bon état d'entretien et de fonctionnement, sauf l'usure normale et, à ses frais, immédiatement voir à leur remplacement ou à leur réparation en cas de détérioration ou de dommages;

**8.13** à protéger, utiliser et entretenir les biens grevés et exercer ses activités de façon à en préserver la valeur;

**8.14** se conformer aux exigences des lois et règlements applicables à l'exploitation de son entreprise et à la détention des biens grevés, y compris les lois et règlements sur l'environnement;

**8.15** à ne pas changer l'usage ou la destination des biens grevés, de même que les lieux où ils se trouvent sauf si le Créancier y consent par écrit;

**8.16** à s'assurer que le droit de propriété du Constituant dans les biens grevés qui sont détenus par des tierces personnes demeure opposable aux tiers et, à cette fin, fasse l'objet des mesures de publicité requise, le cas échéant;



TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0624

**8.17** si les biens grevés sont situés dans des lieux loués en vertu d'un bail conclu avant le 1er janvier 1994 ou s'ils étaient par la suite déplacés dans des lieux ainsi loués, à aviser immédiatement après l'exécution des présentes ou immédiatement après le déplacement dans les lieux loués, le bailleur de tels lieux, par écrit, de la présente hypothèque et fournir au Créancier dans les trois (3) jours la preuve de semblable notification.

**9.0 Défauts**

**9.1** Le Constituant sera en défaut dans chacun des cas suivants, sans avis ou préavis :

**a)** si l'une ou l'autre des obligations garanties par les présentes n'est pas acquittée au moment où son exécution est exigée;

**b)** si l'une des déclarations faites à l'article 7 est fausse sous quelque aspect essentiel;

**c)** s'il ne remplit pas un de ses engagements aux termes des présentes;

**d)** s'il est en défaut en vertu de toute convention ou entente le liant au Créancier;

**e)** s'il détruit ou détériore un bien grevé ou en diminue sensiblement la valeur ou diminue les sûretés, si ce n'est par suite d'une exploitation normale de son entreprise;

**f)** si le Constituant ou l'Emprunteur cesse d'exploiter son entreprise ou une partie importante de celle-ci, devient insolvable ou tombe sous le coup d'une loi sur l'insolvabilité, sur la faillite ou sur les arrangements avec les créanciers ou si une requête de mise en faillite est présentée contre le Constituant ou l'Emprunteur;

**g)** si l'un ou l'autre des biens grevés fait l'objet d'une procédure de saisie ou d'exécution ou d'un recours hypothécaire, par un créancier, par un séquestre ou par toute personne remplissant des fonctions similaires; ou

**h)** si le Constituant ou l'Emprunteur perd son existence légale;

**i)** si une résolution est adoptée ou une ordonnance est émise décrétant sa liquidation ou sa dissolution.

**9.2** Advenant un cas de défaut, le Créancier pourra, à l'égard de tout ou partie des obligations garanties par les présentes, prononcer la déchéance du terme applicable et cesser de faire des avances, mettre fin à l'utilisation des crédits dont le remboursement est garanti par les présentes ou à certains modes d'utilisation de ces crédits; le Créancier pourra alors demander paiement immédiat de ce qui lui est dû et exercer tous les recours contre le Constituant qu'il peut avoir en cas de défaut en vertu de la loi ou des présentes.

**10.0 Exercice des recours en cas de défaut**

**10.1** En cas de défaut, quel que soit le recours hypothécaire que le Créancier pourrait choisir d'exercer, les dispositions suivantes s'appliqueront :

**10.1.1** le Créancier pourra, sans y être obligé, aux frais du Constituant, dans le but de protéger ou réaliser la valeur des biens grevés :

**a)** disposer de ceux des biens grevés désuets ou susceptibles de se déprécier rapidement ou de dépérir;

**b)** utiliser l'information obtenue lors de l'exercice de ses droits;

**c)** remplir l'un ou l'autre des engagements du Constituant;

**d)** exercer tout droit rattaché aux biens grevés;

**e)** aux fins d'exercer l'un ou l'autre de ses droits, utiliser les locaux où se trouvent les biens du Constituant;

**10.1.2** le Créancier pourra lui-même, directement ou indirectement, se porter acquéreur des biens grevés;

**10.1.3** le Créancier, à l'occasion de l'exercice de ses droits, pourra renoncer à un droit qui appartient au Constituant, même sans contrepartie;

**10.1.4** le Créancier ne sera pas tenu de faire inventaire, de souscrire une assurance ou de fournir une autre sûreté;





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0625

10.1.5 le Créancier peut, sans y être tenu, continuer l'exploitation de l'entreprise du Constituant ou de faire fructifier les biens grevés ou de les maintenir en état d'utilisation.

**10.2** Si le Créancier exerce le recours hypothécaire de prise en paiement et le Constituant ou l'Emprunteur exige que le Créancier procède plutôt à la vente des biens grevés sur lesquels le Créancier exerce son recours, le Constituant reconnaît que le Créancier ne sera pas tenu d'abandonner le recours de prise en paiement à moins que, avant l'expiration du délai imparti pour délaisser, le Créancier (i) se soit fait donner une sûreté que le Créancier juge satisfaisante à l'effet que la vente se fera à un prix suffisamment élevé pour que le Créancier soit payé intégralement de sa créance, (ii) se soit fait rembourser les frais alors engagés par lui incluant les honoraires de consultants ou d'avocats et (iii) se soit fait avancer les sommes nécessaires pour la vente du bien; l'Emprunteur reconnaît de plus que le Créancier aura le choix du mode de vente.

**10.3** Le Constituant sera présumé avoir délaissé les biens grevés qui sont détenus par le Créancier ou pour son compte si le Créancier n'a pas, dans le délai imparti par la loi ou le tribunal pour délaisser, reçu d'avis écrit de sa part à l'effet qu'il s'opposait à l'exercice du recours hypothécaire indiqué dans le préavis.

**10.4** Si le Créancier vend lui-même les biens grevés, il ne sera pas requis d'obtenir une évaluation préalable ou une évaluation des biens grevés d'un tiers.

**10.5** La vente des biens grevés pourra se faire avec garantie légale de la part du Constituant, ou au choix du Créancier, avec exclusion totale ou partielle de garantie.

**11.0 Dispositions générales**

**11.1** L'hypothèque constituée aux présentes s'ajoute à toute autre hypothèque ou sûreté détenue par le Créancier sans la remplacer ou s'y substituer; elle n'affecte pas les droits de compensation du Créancier.

**11.2** Les effets ou sommes d'argent remis ou détenus par le Créancier en application des présentes pourront être déposés dans un compte ne portant pas intérêt ou investis par lui à son gré, sans qu'il soit tenu aux règles légales sur le placement du bien d'autrui.

**11.3** Les sommes reçues ou perçues par le Créancier dans l'exercice de ses droits, avant ou après défaut, pourront être imputées par lui comme il l'entendra, sans être contraint aux règles légales sur l'imputation.

**11.4** L'hypothèque constitue une garantie continue qui subsistera nonobstant l'acquittement occasionnel, total ou partiel des obligations garanties par les présentes; elle aura plein effet jusqu'à signature d'une mainlevée par le Créancier.

**11.5** Le Constituant sera en demeure d'exécuter ses obligations en vertu des présentes par le seul fait de l'écoulement du temps prévu pour les exécuter ou de l'arrivée du terme, sans avis ou préavis.

**11.6** L'exercice par le Créancier d'un de ses droits ne l'empêchera pas d'exercer tout autre droit lui résultant du présent acte ou de la loi; les droits du Créancier sont cumulatifs et non alternatifs. Le non-exercice par le Créancier de l'un des ses droits ne constitue pas une renonciation à l'exercice ultérieur de ce droit. Le Créancier peut exercer les droits lui résultant des présentes sans avoir à exercer ses droits contre toute autre personne responsable du paiement des obligations garanties par les présentes et sans avoir à réaliser toute autre sûreté garantissant ces obligations.

**11.7** Le Créancier est constitué mandataire irrévocable du Constituant avec pouvoir de substitution aux fins du paragraphe 11.8 ou aux fins de poser tout geste ou signer tout écrit, toute procuration et document qu'il juge utile aux fins de l'exercice de ses droits ou que le Constituant néglige ou refuse de signer ou poser.

**11.8** Le Créancier pourra, sans y être tenu, remplir l'une ou l'autre des obligations incombant au Constituant en vertu des présentes. Il peut alors réclamer immédiatement le paiement de toute dépense encourue à cet effet avec intérêt au taux mentionné au paragraphe 8.9 ci-dessus.

**11.9** Le Créancier peut déléguer à une autre personne l'exercice des droits, des recours ou l'accomplissement des obligations lui résultant du présent acte ou de la loi; en pareil cas, le Créancier peut fournir à cette autre personne tout renseignement qu'il possède sur le Constituant ou sur les biens grevés.

**11.10** Le Créancier ne sera pas responsable des préjudices matériels pouvant résulter de sa faute ou de celle de ses préposés, autre qu'une faute intentionnelle ou lourde.

**11.11** Les droits conférés au Créancier par les présentes s'étendront à tout successeur et ayant droit, y compris à toute entité résultant de la fusion du Créancier avec une autre personne.

**11.12** Tout avis au Constituant peut lui être donné à son adresse indiquée ci-dessous ou à toute autre adresse dont il notifie le Créancier par écrit; tout avis au Créancier sera donné à sa succursale dont l'adresse est indiquée ci-dessous ou à toute autre adresse dont il notifie le Constituant par écrit.

**11.13** Les présentes sont régies par les lois de la province de Québec.





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0626

SIGNÉ ce 3e jour de FEVRIER 20 19

**CONSTITUANT :**

FRE COMPOSITES INC.

par : Signature
Nom en caractères d'imprimerie BENOIT ARSENAULT

par : Signature
Nom en caractères d'imprimerie

par : Signature
Nom en caractères d'imprimerie

Adresse du Constituant :

75 RUE WALES

SAINT-ANDRÉ-D'ARGENTEUIL, QC

Code postal : J0V 1X0

Date de naissance, s'il s'agit d'une personne physique :

**LA BANQUE TORONTO-DOMINION**

par :

**Signature du représentant de la Banque**

Apposer le tampon d'identification de l'adresse de la succursale





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0627

# Annexe « A »

Insérer ici la description

A.1 Équipement et véhicules routiers (par. 3.1.1)

N/A

Insérer ici la description

A.2 Autres biens spécifiques (par. 3.1.2)

N/A

Insérer ici la description

A.3 Autres universalités (par. 3.2.7)

TOUTES LES SOMMES QUI SONT ACTUELLEMENT OU QUI PEUVENT ETRE DE TEMPS A AUTRE AU CREDIT DU CONSTITUANT A LA BANQUE TORONTO-DOMINION A LA SUCCURSALE DE 2105 BOUL. DANIEL-JOHNSON, LAVAL, QUEBEC, H7T1H8. LESQUELLES SOMMES DEVRONT INCLURE TOUT MONTANT ET TOUT INTERET S'Y RAPPORTANT QUI DEVIENT ECHU OU QUI S'ACCUMULE AU NOM DU CONSTITUANT CONFORMEMENT A TOUT INSTRUMENT DE DEPOT A TERME DE LA BANQUE TORONTO-DOMINION ET TOUTES BALANCES VARIABLES AU CREDIT DANS LE COMPTE CANADIEN PORTANT LE NUMERO 5286101-4440 ET DANS LE COMPTE AMERICAIN PORTANT LE NUMERO 7321688-4440 OU TOUT AUTRE NUMERO DE REMPLACEMENT.

Compléter

A.4 Charges existantes (par. 8.4)

N/A

Initiales des clients

## Annexe « B »

## (par. 7.2 et 7.7)

## Emplacement du siège social et des biens grevés

1. **Adresse du siège social si celui ci est situé à l'extérieur du Québec (identifier la rue, la ville et la province)**

   N/A

2. **Emplacement et description des biens grevés (s'ils ne sont pas situés à l'adresse indiquée sous la signature du Constituant - inclure la rue, la ville et la province).**

   N/A

Initiales des clients

# TD Canada Trust
## Movable Hypothec

Insert name of Grantor

**Granted by** FRE COMPOSITES INC.

(hereinafter the "Grantor").

Insert name of Borrower even if identical to that of Grantor

**In Favour of The Toronto-Dominion Bank** (hereinafter the "Creditor") in connection with all liabilities of FRE COMPOSITES INC. AND/OR FRE COMPOSITES USA INC.

(hereinafter the "Borrower") towards the Creditor.

Complete

**1.0 Amount of the Hypothec**

The amount for which the Hypothec is granted shall be composed of a sum of **********EIGHT MILLION FIVE HUNDRED THOUSAND **********

dollars ( $ 8,500,000.00 ) and of an additional sum equivalent to 20% of the aforementioned amount, which shall secure all costs, the whole with interest from the date of this agreement at a rate of 25% per annum.

**2.0 Secured Obligations**

The Hypothec shall secure payment of all of the Borrower's obligations, direct or indirect, incurred towards the Creditor (whether such obligations result from a loan, line of credit or any other agreement which may result in advances of monies, overdraft facilities or protection, issuance of a guarantee, letters of credit, bills of exchange or any other financial advantage whatsoever which may be procured by the Creditor) as well as the Borrower's obligations resulting from a suretyship, an endorsement, an interest rate or other treasury instrument swap agreement, or any other engagement, as such obligations are, from time to time, modified, extended or renewed. The Hypothec further secures all obligations falling within the above description, which do not yet exist, but which represent future obligations or will result from future agreements with the Creditor.

Any future obligation hereby secured shall be deemed to be one in respect of which the Borrower has once again obligated itself hereunder.

Cross out paragraphs which are not applicable. Customer(s) to initial beside crossed out clauses.

**3.0 Hypothec: Description of Charged Property**

The Grantor hereby hypothecates in favour of the Creditor the following property (hereinafter the "Charged property") and, with respect to incorporeal or intangible property, property located outside of the Province of Quebec or used in more than one jurisdiction, creates a security interest (the hypothec and the security interest hereinafter collectively referred to as the "Hypothec"):

Complete Schedule "A", if necessary

**3.1** The following specific property:

Customer(s) Initials

~~**3.1.1** all road vehicles and equipment described in Schedule "A" hereof;~~

~~**3.1.2** all property described in Schedule "A" hereof under the heading "Other Specific Property";~~

**3.2** The following universality of property, present and future:

Customer(s) Initials

**3.2.1** property in stock;

**3.2.2** claims, receivables, book debts and other movable property related thereto;

**3.2.3** securities and financial assets;

**3.2.4** equipment and road vehicles;

**3.2.5** trade marks and intellectual property rights;

**3.2.6** leasehold improvements;

**3.2.7** other property described in Schedule "A" hereof under the heading "Other Universalities".

Each term mentioned in paragraphs 3.1.1 and 3.2.1 to 3.2.6 is defined in Section 4 hereinafter.





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0630

**3.3** The following universality of property, present and future:

all fruits and revenues emanating from the above Charged property, negotiable instruments, bills, commercial paper, securities, monies, compensation for expropriation given or paid following a sale, repurchase, distribution or any other operation concerning any property hereby charged in favour of the Creditor or which has been charged under any other deed.

Where, under the terms of any of the above paragraphs, the Hypothec charges a universality of property, all Charged property which shall be acquired, transformed or manufactured after the date of this agreement shall be charged with the Hypothec, whether or not such Charged property has been acquired in replacement of other Charged property which may have been alienated by the Grantor in the ordinary course of business whether or not such property results from a transformation, mixture or combination of any Charged property, and in the case of securities, whether or not they have been issued pursuant to the purchase, redemption, conversion or cancellation or any other transformation of the charged securities and without the Creditor being required to register or re-register any notice whatsoever, the object of the Hypothec being a universality of present and future property.

## 4.0 Definitions

The Terms set out below have the following meaning:

### 4.1 Property in stock

Property in stock possessed by the Grantor or held on its behalf, including raw materials or other materials, goods manufactured or transformed, or in the process of being so, by the Grantor or by others, or property used for packaging, property held by a third party under a lease, a leasing agreement, franchise or license agreement or any other agreement entered into with the Grantor, property evidenced by bill of lading, animals, mineral substances, hydrocarbons and other products of the soil as well as all fruits thereof, from the time of their extraction, or any other corporeal or incorporeal property (hereinafter the "Property in stock").

Property having formed part of the Property in stock which has been alienated by the Grantor in favour of a third person but in respect of which the Grantor has retained title pursuant to a reservation of ownership provision, shall remain charged with the Hypothec until title is transferred; any Property in stock the ownership of which reverts to the Grantor pursuant to a resolution, resiliation or repossession is also subject to the Hypothec.

### 4.2 Claims, book debts and other movable property

#### 4.2.1 Claims, receivables and book debts

All of the Grantor's claims, whatever their cause or nature, whether or not they are certain, liquid or exigible; whether or not evidenced by any title (and whether or not such title is negotiable), bill of exchange or draft; whether litigious or not; whether or not they have been invoiced; whether or not they constitute book debts. Hypothecated claims shall include: i) indemnities payable to the Grantor under any contract of insurance of property, of persons, or of liability insurance, subject to the rights of creditors holding hypothecs on the insured property and ii) the Grantor's rights in the credit balance of accounts held for its benefit either by the Creditor (subject to the Creditor's compensation rights) or by any financial institution or any other person.

#### 4.2.2 Rights of action

The Grantor's rights of action against third persons.

#### 4.2.3 Accessories

The securities, suretyships and accessories to the claims and rights mentioned above and other rights relating thereto (including, without limitation, the rights of the Grantor in its capacity as seller under a conditional sale, where the claims are the result of such sale).

#### 4.2.4 Movable Property

All movable property owned by the Grantor and covered by a conditional sale mentioned in paragraph 4.2.3 hereof.

A right or a claim shall not be excluded from the Charged property by reason of the fact that: (i) the debtor thereof is domiciled outside the Province of Québec or ii) the debtor thereof is an affiliate (as such term is defined in the Canada Business Corporations Act) of the Grantor (regardless of the law of the jurisdiction of its incorporation) or, iii) where the Grantor is not a natural person, such right or claim is not related to the operation of the Grantor.



TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0631

**4.3 Securities and financial assets**

All securities and financial assets (including stocks, shares, bonds, obligations, security entitlements, rights, options, warrants, debt securities, investment certificates, units in mutual funds, participations in a person or a trust, credit balance in a securities account) issued or to be issued in favour of the Grantor, whether or not they are held by an intermediary for the Grantor, whether or not they are traded on securities exchanges or financial markets, as well as all those which are delivered by the Grantor to the Creditor from time to time.

**4.4 Equipment and road vehicles**

The equipment, office furniture, tools, machinery, rolling stock (including road vehicles), spare parts and additions.

**4.5 Trade Marks and other Intellectual Property Rights**

Rights in any trade mark, copyright, industrial design, patent, invention, trade secret, know-how, plant breeders' right, topography of integrated circuits and in any other intellectual property right, including, if any, improvements and modifications thereto as well as rights in any action pertaining to the protection, in Canada or abroad, of any such intellectual property rights.

**4.6 Leasehold Improvements**

All leasehold improvements (including demolition costs, addition/improvements of walls, ceilings and flooring, windows, design fees, concept technical and coordination, painting, plumbing, sprinkler system, wood finishing, electrical work) in any premises owned, rented or otherwise occupied by the Grantor.

**5.0 Additional Provisions to the Hypothec on Claims**

**5.1 Recovery**

The Creditor shall be at liberty to collect and recover all claims and other Charged property referred to in paragraph 3.2.2 (or 3.1.2 as the case may be), in accordance with what is provided for by law; it may further exercise any rights regarding such Charged property, more particularly, it may further grant delays, take or abandon any securities, transact with debtors of the hypothecated claims, make compromises, grant releases and generally deal at its discretion with matters concerning all Charged property without the intervention or consent of the Grantor, it may grant or refuse any consent which may be required from the Grantor in its capacity as owner of such property, and shall not, in the exercise of such right, be required to obtain the consent of the Grantor or serve the Grantor any notice thereof, nor shall it be under any obligation to establish that the Grantor has refused or neglected to exercise such rights.

**5.2 Authorization to recover**

The Creditor hereby authorizes the Grantor to collect and recover all claims and other Charged property referred to in paragraph 3.2.2 (or 3.1.2, should such be the case). Such authorization may be revoked at any time by the Creditor in accordance with what is provided for by law and the Creditor shall then be at liberty to effect such recovery in accordance with paragraph 5.1. Where in spite of such authorization being revoked, any sums payable under such claims and property is paid to the Grantor, it shall receive same as mandatary of the Creditor and shall return same to the Creditor, upon demand.

**6.0 Additional Provisions to the Hypothec on Securities and Financial Assets**

**6.1 Rights attached**

The Creditor may, if it deems it useful to protect its rights in and to the hypothecated securities and financial assets, register itself or a nominee on its behalf in the issuer's or security intermediary's appropriate registers, as the holder of such securities and financial assets, or as the holder of any securities account; in such case:

**a)** all voting rights and any other right attached to such securities and financial assets shall be exercised by the Creditor or on its behalf;

**b)** the Creditor shall collect revenues, dividends and capital distributions and shall be at liberty either to hold them as Charged property or to apply them in reduction of the secured obligations.

The Creditor shall be at liberty to give the Grantor a proxy, revocable at any time, authorizing it to exercise, in whole or in part, all voting rights and any other rights attached to such securities and financial assets.

**6.2 Right to sell**

The Creditor may and shall be at liberty to sell the securities and financial assets or otherwise dispose of them, and to give instructions to any issuer, clearing agency or security intermediary to sell them, and shall be at liberty either to hold the proceeds of such sale as Charged property or to apply them in reduction of the secured obligations. The Creditor shall not, in the exercise of such right, be required to obtain the consent of the Grantor or to serve the Grantor any prior notice thereof.





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0632

**7.0 Representations and Warranties**

The Grantor hereby represents and warrants that:

**7.1** **a)** it operates an enterprise and all Charged property is part of such enterprise; or

**b)** it is a corporation;

**7.2** except where indicated on Schedule "B" hereof, the head office or domicile of the Grantor is located in Quebec;

**7.3** it has the capacity and the powers necessary to grant the Hypothec and to bind itself as herein provided for; execution of this agreement, compliance with its provisions and performance of its covenants shall not entail or result in any violation or default of any other agreement or document to which the Grantor is bound;

**7.4** it is the unconditional and absolute owner of the Charged property, except for future property;

**7.5** where it is a legal person or partnership

**7.5.1** it is duly created, established or incorporated, as the case may be, and in good standing under the law of the jurisdiction in which it has been created, established or incorporated;

**7.5.2** this agreement has been duly authorized by resolution or by any other necessary action under its constating documents, by-laws or otherwise, in order to give it full effect and to render its obligations fully executory; furthermore;

**7.5.3** this agreement has been executed by duly authorized persons;

**7.6** there exists no shareholder or other agreement in connection with securities which are charged under this agreement other than that which the Creditor has acknowledged receipt of before or on the date hereof. There exists no restriction in the statutes or other constating documents regarding the assignment or transfer of such securities;

**7.7** except where indicated on Schedule "B" hereof, the Charged property is or will be located at the address shown below the signature of the Grantor;

**7.8** except for property referred to in paragraph 3.2.1 above, it does not, in the ordinary course of its business, sell property similar to or of the same nature as the Charged property.

Complete Schedule "A", if necessary

**8.0 Covenants**

The Grantor hereby covenants:

**8.1** to maintain the Charged property free and clear of any priority, conventional or legal hypothec, prior claim under Articles 2650 et seq. of the Civil Code of Quebec, charge, security, garnishment, right of resolution or repossession or any other right in favour of a person or persons other than the Creditor (except as otherwise indicated in Schedule "A" hereof);

**8.2** to inform the Creditor in writing:

- of any change whatsoever in its name and business name or in the representations and warranties hereinabove mentioned in Section 7;
- of the name of any surety which may have guaranteed the payment of claims and other Charged property mentioned in paragraph 3.2.2 (or 3.1.2 as the case may be);
- of the name of the insurers to the insurance contracts referred to herein;
- of any security, hypothec or priority created, as well as of any property right retained or assigned, for the purpose of securing claims and other Charged property referred to in paragraph 3.2.2 (or 3.1.2 as the case may be) and, in such cases, to provide the Creditor, upon demand, with satisfactory proof that such security or hypothec has been published in accordance with applicable law in order for the rights of the Creditor to be enforceable against third persons;

**8.3** to provide the Creditor with any information with respect to the Charged property as it may reasonably request in order to determine whether or not the Grantor complies with the provisions hereof. The Grantor shall inform the Creditor of any event, occurrence, or fact which may have an adverse effect on the value of the Charged property or on the Grantor's financial situation;

**8.4** to keep, with respect to the Charged property, books, vouchers and other documentation, as would a reasonable and diligent administrator, including a list containing the names and addresses of all debtors of the hypothecated claims, and keep them available for the Creditor to examine and obtain copies thereof;

**8.5** to enable the Creditor to examine, inspect and appraise, at the Grantor's expense, any Charged property, and to grant to the Creditor access to all premises where such Charged property may be located;



TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0633

**8.6** to perform all acts and execute all deeds and documents (including notices of renewal) necessary to give full effect to the Hypothec and to ensure that it is at all times fully enforceable against third persons;

**8.7** if the Grantor is not a natural person, not to effect any substantial changes to its corporate structure or composition, nor to merge with any other person, without the prior written consent of the Creditor;

**8.8** to give the Creditor, from time to time, upon demand, a statement of the value of its Property in stock (calculated at the lower of its acquisition cost or fair market value) and a list of its book debts shown in the reverse order of their due date;

**8.9** to pay all costs and expenses related to this agreement and to the exercise of all rights resulting in favour of the Creditor from such agreement as well as all costs and expenses incurred to set up the rights of the Creditor against third persons, and all discharge fees (such costs and expenses shall include all fees and expenses of consultants, mandataries or legal counsel retained for any appraisal required in connection with the sale of an enterprise or in case of default, as well as administrative fees and, in such case, a ten per cent (10%) collection charge in connection with the hypothecated claims); to reimburse the Creditor for all costs and expenses incurred by it for the purpose of carrying out the Grantor's obligations or of exercising its rights, all such costs and expenses bearing interest at an annual rate equal to the prime rate of the Creditor which shall be in force from time to time, plus 3%; the Creditor's prime rate shall be the one advertised as its rate of reference for determining the interest rate on loans in Canadian dollars granted in Canada; the obligations arising from this paragraph shall not exceed 25% of the nominal value of the Hypothec;

**8.10** to insure and keep insured, for the Creditor's benefit, all Charged property against all loss or damage caused by fire, theft and other perils for which, according to the Creditor, an insurance should be taken and for an amount which the Creditor shall deem acceptable. Co-insurance clauses shall be prohibited and a provision to the effect that the insurance policy shall not be annulled unless the insurer has given the Creditor a 30 day prior written notice thereof shall be included in each policy. The Grantor shall, upon execution hereof, give evidence to the Creditor that such insurance policies are in force and that the insurer has been informed of the Creditor's rights under such policies and, at least 15 days prior to the termination of any such policy, the Grantor shall give the Creditor evidence of its renewal or replacement. All insurance policies must be subscribed in accordance with modalities, and with an insurer, approved by the Creditor. All such policies must stipulate that any indemnity shall be payable to the Creditor as a named insured, but the mere reception by the Creditor of any insurance indemnity shall not have the effect of reducing the amount of the obligations secured by the Hypothec, unless the Creditor expressly applies it towards the payment of a specific amount and then, only to the extent of such imputation. If the Grantor fails to comply with the provisions of this paragraph, the Creditor shall be at liberty to contract any insurance policy it may deem necessary and any cost incurred by reason of doing so shall be paid by the Grantor;

**8.11** not to lease, sell, assign or otherwise dispose of the Charged property, in whole or in part, without the prior written consent of the Creditor, except for property referred to in paragraph 3.2.1 above which may be leased or sold in the ordinary course of business of the Grantor;

**8.12** to preserve and maintain at all times all machinery, equipment and vehicles hereby charged in good condition and state of repair, normal wear and tear excepted, and immediately repair or replace such property at its own costs, upon damage or destruction thereof;

**8.13** to protect, use and keep in good condition all Charged property, and carry on its business, so as to preserve the value thereof; at all times, to comply with laws and regulations applicable to the conduct of its enterprise and to the possession of the Charged property including laws and regulations relating to the environment;

**8.14** to comply with laws and regulations applicable to the conduct of its enterprise and to the possession of the Charged property including laws and regulations relating to the environment;

**8.15** not to change the use or destination of the Charged property nor the location of such property unless it obtains the written consent of the Creditor;

**8.16** to insure that its right of ownership in any Charged property held by any third party remain enforceable against third parties, and, accordingly, that such right has been published, if necessary;

**8.17** if the Charged property is located in premises leased under a lease agreement entered into prior to January 1st, 1994 or if such property is subsequently moved into such leased premises, the Grantor shall, concurrently with the execution of this Agreement or immediately after the Charged property is moved into such leased premises, give written notice to its lessor of the Hypothec, and shall give the Creditor proof of such notice within three (3) days.

## 9.0 Events of Default

**9.1** The Grantor shall be in default hereunder upon the occurrence, without notice or other formality, of any of the following events:

**a)** the Grantor fails to perform any obligation secured hereunder at the time when such performance is





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0634

due;

b) any of the representations or warranties made under Section 7 hereof is false in some material respect;

c) the Grantor fails to perform any covenant hereunder;

d) the Grantor is in default under any contract or agreement with the Creditor;

e) the Grantor destroys, deteriorates or substantially reduces the value of any Charged property or securities, normal wear and tear excepted;

f) the Grantor or the Borrower ceases to carry on its enterprise or an important part thereof, becomes insolvent or becomes subject to any law relating to insolvency, bankruptcy, reorganization or to arrangements with creditors or any petition in bankruptcy is taken against the Grantor or the Borrower;

g) any of the Charged property is subject to any proceeding of seizure or enforcement, or to the exercise of a hypothecary right, by a creditor, sequestrator or any person performing similar functions;

h) the Grantor or the Borrower loses its legal existence;

i) an order is issued or a resolution is adopted for its winding-up or liquidation.

**9.2** Upon the occurrence of any event of default, the Creditor may, in connection with all or part of the obligations secured hereunder, declare that the Borrower has lost the benefit of any applicable term. It may further cease to make advances, terminate the right of the Borrower to use the credit facilities, the repayment of which is secured by the Hypothec, or terminate the right of the Borrower to make certain forms of utilization of such credits; the Creditor may request immediate payment of all obligations, and may exercise all its recourses against the Grantor to which it may be entitled in case of default under law or hereunder.

## 10.0 Lender's Recourses in Case of Default

**10.1** In case of default, whichever hypothecary rights the Creditor may decide to exercise, the following provisions shall apply:

**10.1.1** in order to protect or to realize the value of the Charged property, the Creditor shall be at liberty, at the Grantor's expense, to:

a) alienate or dispose of any Charged property which may be obsolete, may perish or is likely to depreciate rapidly;

b) use for its benefit all information obtained while exercising its rights;

c) perform any of the Grantor's obligations;

d) exercise any right attached to the Charged property;

e) for the exercise any of its rights, use the premises in which the Grantor's property is located;

**10.1.2** the Creditor may, directly or indirectly, acquire the Charged property;

**10.1.3** the Creditor, when exercising its rights, may waive any right of the Grantor, with or without consideration therefor;

**10.1.4** the Creditor shall not be bound to make an inventory, to take out insurance or to furnish any other security;

**10.1.5** the Creditor may, but shall not be bound to, continue to carry on the Grantor's enterprise or to make the Charged property productive, or to maintain such property in operating condition.

**10.2** If the Creditor elects to exercise its rights to take in payment and the Grantor or the Borrower requires that the Creditor instead sell the Charged property on which such right is exercised, the Grantor hereby acknowledges that the Creditor shall not be bound to abandon its recourse of taking in payment unless, prior to the expiry of the time period allotted for surrender, the Creditor i) has been granted a security which it considers satisfactory, guaranteeing that said Charged property will be sold at a sufficiently high price to enable its claim to be paid in full; ii) has been reimbursed of all costs and expenses incurred therefor, including all fees of consultants and legal counsel, iii) has been advanced the necessary sums for the sale of said Charged property; the Borrower further acknowledges that the Creditor shall have the right to choose the type of sale it may carry out.

**10.3** The Grantor will be deemed to have surrendered the Charged property held by the Creditor or on its behalf if the Creditor has not, within the delays permitted by law or by a tribunal to surrender, received written notice from the Grantor to the effect that it is opposed to the exercise of the hypothecary recourse set forth in the prior notice.

**10.4** Where the Creditor sells the Charged property itself, it shall not be required to obtain any prior assessment or valuation of the Charged property by a third party.



TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0635

**10.5** The Creditor may choose to sell the Charged property with legal warranty given by the Grantor or with complete or partial exclusion of such warranty.

**11.0 General Provisions**

**11.1** The Hypothec is hereby created in addition to and not in substitution or replacement for any other hypothec or security held by the Creditor; it does not affect the Creditor's right of set-off.

**11.2** The Creditor shall be at liberty to invest any monies or instruments received or held by it in pursuance of this agreement or deposit them in a non-interest bearing account without having to comply with any legal provisions concerning the investment of property of others;

**11.3** The Creditor shall be at liberty to impute any amounts collected in the exercise of its rights or received by it prior to or after any event of default as it may choose, without having to comply with legal provisions concerning the imputation of payment;

**11.4** The Hypothec shall be a continuing security which shall remain in full force and effect despite the repayment from time to time, of the whole or of any part of the obligations secured hereunder; it shall remain in full force until the execution of a final release by the Creditor.

**11.5** The mere lapse of time provided for the Grantor to perform its obligations or the arrival of the term shall automatically create a default, without any obligation for the Creditor to serve any notice or prior notice to the Grantor.

**11.6** The exercise by the Creditor of any of its rights shall not preclude it from exercising any other right under this agreement or the law; the rights of the Creditor shall be cumulative and not alternative. The non-exercise by the Creditor of one of its rights shall not constitute a waiver of any subsequent exercise of such right. The Creditor shall be at liberty to exercise its rights under this agreement without any obligation to exercise any right against any other person liable for payment of the obligations secured hereunder and without having to realize any other security which secures such obligations.

**11.7** The Creditor is hereby designated as the irrevocable mandatary of the Grantor with full powers of substitution for the purpose of paragraph 11.8 or for the purpose of carrying out any and all acts and execute any and all deeds, proxies or other documents which it may deem useful in order to exercise its rights or which the Grantor neglects or refuses to execute or to carry out.

**11.8** The Creditor shall be at liberty to perform any of the Grantor's liabilities under this agreement. It may then immediately request payment of any expense incurred in doing so, including interest at the rate provided for in paragraph 8.9 above.

**11.9** The Creditor shall be at liberty to appoint any person or persons for the purpose of the exercising of its rights, actions or the performance of any convenant resulting from this agreement or law; in such case, the Creditor shall supply such person with any information relating to the Grantor or the Charged property.

**11.10** The Creditor shall not be liable for material injuries or damages resulting from its fault, unless such fault is gross or intentional;

**11.11** The rights hereby conferred upon the Creditor shall benefit all its successors and assigns, including any entity resulting from the merger of the Creditor with any other person or persons.

**11.12** Any notice to the Grantor shall be delivered to its address mentioned hereunder or to any other address of which the Creditor has been given written notice; any notice to the Creditor shall be delivered to its branch office, the address of which is set out below, or to any other address of which the Grantor has been given written notice.

**11.13** This agreement shall be governed by the laws of the Province of Québec.



TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0636

**12.0 English Language**

The parties hereto confirm that the present agreement has been drawn up in the English language at their request.
Les parties aux présentes confirment que la présente convention a été rédigée en langue anglaise à leur demande.

SIGNED this _____ day of _____ 20 ____ .

**GRANTOR:**

per: Signature _____

Print Name: BENOIT ARSENAULT

per: Signature _____

Print Name:

per: Signature _____

Print Name:

Grantor's Address:

75 RUE WALES

SAINT-ANDRÉ-D'ARGENTEUIL, QC

Postal Code: J0V 1X0

Date of Birth, in case of natural person:

_____

**THE TORONTO-DOMINION BANK**

per: _____

**Signature of Bank Representative**

Affix stamp identifying the address of the branch office:





TRADEMARK
REEL: 006571 FRAME: 0637

# "Schedule A"

Insert Here Description

A.1 Equipment and Road Vehicles (par. 3.1.1)

N/A

Insert Here Description

A.2 Other specific property (par. 3.1.2)

N/A

Insert Here Description

A.3 Other universalities (par. 3.2.7)

ALL MONIES WHICH ARE NOW OR MAY HEREAFTER BE FROM TIME TO TIME AT THE CREDIT OF THE GRANTOR WITH THE TORONTO-DOMINION BANK AT 2105 DANIEL-JOHNSON BLVD., LAVAL, QUEBEC, H7T 1H8, BRANCH OT THE TORONTO-DOMINION BANK WHICH MONIES SHALL INCLUDE ANY AMOUNT AND INTEREST THEREON DUE TO THE GRANTOR PURSUANT TO ANY TERM DEPOSIT INSTRUMENT OF THE TORONTO-DOMINION BANK AND ANY FLUCTUATING CREDIT BALANCES IN CANADIAN ACCOUNT BEARING NUMBER 5286101-4440 AND/OR US ACCOUNT BEARING NUMBER 7321688-4440 OR ANY REPLACEMENT NUMBER.

Complete

A.4 Existing Charges (par. 8.1)

N/A

Customer(s) Initials

# "Schedule B"

## (par 7.2 and 7.7)

## Head Office Location and Location of Charged Property

1. **Head Office Address if located outside Quebec (identify Street, Town, City and Province)**
   N/A

2. **Location and Description of Charged Property (if not located at the address shown below the Grantor's signature - include Street/Town/City and Province).**
   N/A

Customer(s) Initials

Montreal, February 25, 2019

QUÉBEC
MONTRÉAL
TORONTO
VANCOUVER
OTTAWA
PARIS
LYON
BORDEAUX
LILLE
BRUXELLES
MILAN
LA RÉUNION
BARCELONE
MADRID
STUTTGART
BUENOS AIRES
SANTIAGO
LIMA
DAKAR
BEIJING
SHANGHAI
GUANGZHOU
SINGAPOUR
HO CHI MINH VILLE

**BY FACSIMILE**

**UNITED STATES PATENT AND TRADEMARK OFFICE**
Mail Stop Assignment Recordation Services
Director of the USPTO
P.O. Box 1450
Alexandria VA, 22313-1450

Subject: "*Hypothèque mobilière*" (Lien) granted by FRE Composites Inc. ("**Conveying Party**") in favour of The Toronto-Dominion Bank ("**Receiving Party**")
Our File: 5685.4

Madam:
Sir:

Please find enclosed herewith a copy of an agreement entitled "*Hypothèque mobilière*" (Movable Hypothec) executed by the Conveying Party in favour of the Receiving Party on February 19, 2019 (the "**Security Agreement**") (the English Bank Standard Form entitled Movable Hypothec is also appended hereto for ease of reference). Under the terms of the enclosed Security Agreement, the Conveying Party granted a collateral hypothec (lien) in favour of the Receiving Party on all of its Trademark(s) and on all the Trademark(s) Application duly registered with the United States Patent and Trademark Office under the name and registration number described hereinafter (the "**Trademark**"):

| Name/Description | Trademark Registration Number/ Application Number |
|---|---|
| **FRE** | **3043149** |

**RECEIVING PARTY**

Mr. Alexandre Bouchard-Cléroux
The Toronto-Dominion Bank
2105 Daniel-Johnson Blvd.
Laval, Quebec, H7T 1H8

**DEBTOR / REGISTERED OWNER OF THE TRADEMARK**

**FRE Composites Inc.**
75 Wales Street
Saint-André-d'Argenteuil, Quebec, J0V 1X0

In accordance with the Federal Rules of Practice 37 C.F.R. 1.21 (h) and 3.41, we enclose herewith a PTO-1594 Form for recordation and would hereby request that the Security Agreement be recorded against the aforementioned Trademark and/or Trademark Application(s) and confirmation of same be returned to the undersigned.

Please find enclosed herewith a PTO2038 Form for payment of the fees required for the registration of the aforementioned Security Agreement.

We trust you will find the whole in order and would ask you to communicate with the undersigned should you have any questions or require further documentation with respect to the above and the enclosed.

Regards,

Me Kim Toffoli
Partner

ktoffoli@dsavocats.ca
1-514-360-5103
Encl.
cc. Mr. Alexandre Bouchard-Cléroux
Mr. Claude Sevigny